

STEFANO BARTOLINI

Manifeste pour le bonheur

**Comment passer d'une société de l'avoir
à une société du bien-être**

LLL

LES LIENS QUI LIBÈRENT

Extrait de la publication

Manifeste pour le bonheur

Nous vivons dans des pays riches, nous nous sommes libérés de la pauvreté, nous avons accès aux biens de consommation, à l'instruction, à la santé, à une vie plus longue et plus saine. Pourtant nous sommes de plus en plus insatisfaits !

Depuis des années l'auteur étudie la question du bonheur dans les sociétés avancées. Pourquoi les pays riches ne sont-ils pas parvenus et ne parviennent-ils pas à conjuguer le développement économique et le bien-être ? Pourquoi les indicateurs disponibles montrent-ils que le bonheur n'a pas progressé depuis la Seconde Guerre mondiale et que, dans certains cas, comme aux États-Unis, il a même régressé ?

Le livre de Stefano Bartolini propose un voyage à travers les causes et les remèdes de l'insatisfaction contemporaine. Le nœud de la question est que le développement économique s'est accompagné d'une dégradation progressive des relations affectives et sociales. Et comme en témoigne la crise actuelle, ce développement non seulement fait obstacle au bien-être, mais aussi expose la stabilité économique à des risques considérables. La crise aujourd'hui est, en effet, le fruit d'une organisation sociale qui provoque la détérioration des relations humaines.

Voilà pourquoi notre système économique et bien des aspects de notre expérience individuelle et collective – la famille, le travail, les médias, la vie urbaine, l'école, la santé – ont besoin d'un profond changement culturel et organisationnel. Les gouvernements et les pouvoirs locaux, les partis et les mouvements politiques, les chefs d'entreprises, les parents, les enseignants, les médecins, nous tous avons la possibilité et le devoir de transformer notre monde. Changer l'école, changer la ville, changer notre manière d'aborder la santé, changer les finalités de notre système économique... Voilà quelques-unes des propositions qui composent un véritable manifeste pour le bonheur.

Roland Gori

Stefano Bartolini enseigne l'économie politique et sociale à l'université de Sienne. Il a publié de nombreux articles dans les revues internationales les plus prestigieuses. Son *Manifeste pour le bonheur*, best-seller en Italie, est en cours de traduction dans de nombreux pays.

© Donzelli Editore, 2010

© Éditions Les Liens qui Libèrent pour la traduction française, 2013

ISBN : 979-10-209-0049-4

Stefano Bartolini

Manifeste pour le bonheur

Comment passer d'une société de l'avoir
à une société du bien-être

Traduit de l'italien par Étienne Schelstraete

Ouvrage traduit avec le concours
du Centre national du livre

ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

Préface

Enrico Giovannini ¹

L'écriture d'un livre est toujours une entreprise, quel que soit le sujet traité. Mais je suis certain que Stefano Bartolini a relevé le défi avec une intention particulière, celle de contribuer à un débat fondamental pour le présent et le futur de nos sociétés. Dans ce livre, Bartolini aborde en effet des questions cruciales que nous ne pouvons pas ignorer, des questions qui nous remettent en question, comme individus et comme collectivités.

La recherche du bien-être et du bonheur – individuel et collectif – est le propre de tous les êtres humains. La volonté d'améliorer ses conditions de vie, pour soi et pour ses proches, constitue un moteur fondamental pour tout individu et pour toute société. Et il est indéniable qu'un grand nombre de régions du monde – pas toutes, malheureusement – ont atteint un niveau exceptionnel de bien-être matériel, que les générations précédentes ne pouvaient

1. Enrico Giovannini, actuel directeur de l'Institut national de statistique (ISTAT), a été directeur du bureau statistique de l'OCDE jusqu'en juillet 2009.

imaginer. Mais alors, pourquoi ne sommes-nous pas plus heureux qu'il y a vingt ou trente ans ? Pourquoi est-il si difficile de renoncer – fût-ce modestement – à cette manière de vivre qui détruit la planète et qui ne nous rend pas plus heureux ?

La question, tout à fait légitime, constitue le point de départ d'une recherche qui, inspirée par le cas des États-Unis, interroge en réalité tous les pays développés et tous ceux qui y vivent. La réponse de Stefano Bartolini est tout sauf intuitive : certes, il est faux d'affirmer que l'argent ne fait pas le bonheur, mais si pour en gagner plus nous vivons dans des villes polluées et dangereuses, où la solitude est la règle, alors le paradoxe ne trouve pas d'explication. D'autant que c'est la disparition de tout ce qui rend la vie digne d'être vécue qui nous pousse à consommer davantage, ce qui nous oblige à gagner plus d'argent et entretient une spirale sans fin.

Si le mérite de Stefano Bartolini est de discuter les caractéristiques de ce cercle vicieux et de proposer des solutions pour inverser la tendance, il faut souligner que son effort d'analyse et de communication n'a rien d'une initiative isolée. Dans le monde entier, des économistes, des statisticiens, des sociologues et des psychologues cherchent à concevoir de nouvelles mesures du bien-être et à mieux comprendre les mécanismes qui régissent les choix individuels et collectifs. Leurs études proposent non seulement de nouveaux modèles comportementaux, mais aussi de nouvelles politiques visant à maximiser le bien-être, lequel dépend certes de critères matériels, mais aussi de la santé, du savoir et de la culture, du marché de l'emploi, des relations interpersonnelles ou de la propreté de l'environnement. Naturellement, mettre au cœur des choix individuels et

politiques un nouveau concept de « progrès de la société » exige un effort considérable d'un grand nombre d'acteurs : les scientifiques doivent imaginer de nouveaux modèles conceptuels ; les statisticiens doivent fournir des données fiables qui se prêtent aux comparaisons dans le temps et dans l'espace ; les médias doivent communiquer ces analyses à tous les citoyens ; les responsables politiques doivent s'en inspirer pour proposer de nouvelles perspectives et des solutions concrètes.

La bonne nouvelle, c'est que le chantier a déjà été lancé dans différentes parties du monde et qu'il gagne en visibilité, y compris auprès des responsables politiques. Au cours des dernières années, la Commission européenne, avec sa communication au Parlement et au Conseil européens, intitulée « Le PIB et au-delà. Mesurer le progrès dans un monde en mutation », l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), avec ses indicateurs du « progrès de la société » et son intention déclarée d'évaluer les politiques économiques et sociales en fonction de leur contribution au bien-être global, le président français Nicolas Sarkozy, avec le rapport Stiglitz sur la mesure de la performance économique et le progrès social, la réunion du G20 à Pittsburgh, avec son communiqué final, ont donné des signaux explicites dans cette direction. Le troisième Forum mondial de l'OCDE, organisé en Corée, a choisi un intitulé – « Orienter le progrès, construire des visions, améliorer la vie » – qui représente bien le programme. L'espoir est que de nouvelles mesures du bien-être s'imposent comme la référence de choix politiques et individuels et répondent ainsi aux besoins fondamentaux de l'homme.

Rapprocher la politique des citoyens passe aussi par un débat qui, s'appuyant sur les mesures du bien-être et les

rapportant à des comportements concrets, permette de dégager une vision commune de la société et d'identifier les problèmes les plus importants ainsi que les solutions les meilleures, en particulier à moyen et long termes. Ainsi que le fait remarquer le prix Nobel d'économie Amartya Sen, discuter d'indicateurs revient à discuter des buts ultimes d'une société. Le livre de Stefano Bartolini nous aide, en partant de l'observation empirique, à faire le point sur cette question. J'espère que son initiative en inspirera d'autres, qui arriveront peut-être à des conclusions différentes, mais qui nous aideront à approfondir notre réflexion et à trouver le courage de changer ce qui doit être changé.

Manifeste pour le bonheur

*À Greta, ma fille,
la personne qui m'a appris le plus de choses*

Introduction

Au cours des dernières années, la possibilité de mesurer le bonheur de façon fiable et peu coûteuse a fait l'objet d'un vaste débat qui a interpellé toutes les sciences sociales et suscité un grand intérêt dans les médias.

Les mesures du bonheur sont disponibles pour un grand nombre de pays et portent souvent sur de longues périodes, à partir du second après-guerre. Ces mesures, tantôt subjectives (relatives au bien-être perçu par les individus), tantôt objectives (relatives au taux de suicide, à l'alcoolisme, à la consommation de drogues et de psychotropes, aux troubles mentaux) livrent des résultats embarrassants. En Occident, la satisfaction que les individus éprouvent pour leur existence n'a pas connu d'améliorations significatives depuis la Seconde Guerre mondiale. De plus, la comparaison du niveau moyen de bonheur entre les différents pays montre que les habitants des pays pauvres semblent souvent plus heureux que ceux des pays riches. Le Nigeria, le Viêtnam, le Mexique et la Colombie figurent en effet aux premiers rangs du classement international du bonheur.

Voilà qui laisse penser que l'argent ne fait pas le bonheur. Au cours des cinquante dernières années, l'accès aux biens de consommation s'est considérablement amélioré, mais les Occidentaux ne paraissent pas plus heureux pour autant.

Cette solide évidence ne surprendra guère les spécialistes de la publicité. Un des plus célèbres d'entre eux, le Français Frédéric Beigbeder, écrit : « Je suis publicitaire. Vous faire baver, tel est mon sacerdoce. Dans ma profession, personne ne souhaite votre bonheur, parce que les gens heureux ne consomment pas. »

Mais, en dehors des milieux publicitaires, l'existence d'une corrélation nulle ou négative entre le bonheur et l'accès aux biens de consommation est une surprise tellement grande pour la culture occidentale qu'elle est aujourd'hui désignée comme le « paradoxe du bonheur ». Dans notre culture, la pauvreté est associée au malheur. Pour s'en convaincre, il suffit de constater que, et ce dans toutes les langues occidentales, un individu est considéré comme un « pauvre homme » quand il vient de perdre sa femme, par exemple, ou quand il est affligé d'une grave maladie, même s'il a toujours vécu dans l'aisance. La pauvreté est le symbole par excellence du malheur : même ceux dont les malheurs n'ont rien à voir avec la pauvreté sont réduits à l'état de « pauvres » !

Dans notre culture, le paradoxe du bonheur est donc inquiétant. Malgré les résultats obtenus dans le monde occidental en matière de prospérité économique, de liberté politique, d'éducation, d'hygiène et de santé, de progrès technologique et d'espérance de vie, comment se fait-il que les gens ne se sentent pas mieux ? Le paradoxe menace un pilier de la culture moderne : l'idée que la croissance économique est un moyen plausible d'améliorer la perception que les individus ont de leur existence. La prospérité

économique est l'aspiration principale de nations, de communautés et d'individus, et la croissance est considérée comme le principal indicateur du progrès d'un pays. Dans notre imaginaire collectif, le progrès économique signifie pouvoir acheter plus de choses.

Analysant l'impact de la croissance sur le bien-être dans les pays occidentaux, les études sur le bonheur évaluent la désirabilité d'une expérience de portée historique pour l'humanité. Dans l'histoire de l'humanité, l'expérience occidentale est en effet la seule expérience réussie d'une victoire sur la pauvreté de masse. L'évaluation du bien-être qui en résulte est donc d'une importance capitale, puisqu'il s'agit de l'expérience à laquelle nous aspirons tous, ou presque, et nous y aspirons parce que nous pensons que nous vivrons mieux de la sorte.

Sauf que les gens ne paraissent pas se trouver mieux quand ils sont plus riches. Le paradoxe du bonheur infirme donc le lien de cause à effet entre le revenu et le bien-être, suscitant des questions inquiétantes qui occupent rapidement l'avant-scène du débat public. Les médias réservent une attention continue à la question. Le *Financial Times*, par exemple, lui a consacré nombre d'articles, ainsi qu'un éditorial intitulé «Les hippies avaient-ils raison?». De son côté, *The Economist* lui a consacré la couverture de plusieurs numéros spéciaux : confronté au paradoxe du bonheur, l'hebdomadaire britannique prend la défense du système économique actuel, estimant que la mission historique du capitalisme est d'étendre l'accès aux biens de consommation, non de rendre les gens plus heureux. Il est paradoxal que cette thèse soit défendue par les apôtres du système économique actuel, dont elle révèle l'embarras. Dès les premiers cours de microéconomie, les économistes

enseignent en effet ce principe : être plus riche n'est pas une fin, c'est le moyen de vivre mieux.

Ce livre entend explorer les causes du malheur contemporain et les manières d'y remédier. La thèse que j'y défends est que le nœud du problème est relationnel. Dans les sociétés occidentales, la tendance longue est celle d'une dégradation des relations entre les individus. L'explication principale que je propose du paradoxe du bonheur est que les effets positifs sur le bien-être, fruits de l'amélioration des conditions économiques, ont été annulés par les effets négatifs d'une dégradation des relations humaines.

On était mieux quand on était moins bien ? La réponse est négative. Il convient d'écarter tout de suite l'idée que le paradoxe du bonheur puisse autoriser la nostalgie d'un passé rural et communautaire ou l'idéalisation du bon vieux temps. Parce que le bon vieux temps n'a pas existé. Il n'a pas existé du point de vue des conditions matérielles, et il n'a pas existé non plus du point de vue des relations humaines. Certes, le monde moderne est rempli de tragédies relationnelles, et la littérature du xx^e siècle témoigne à foison du drame relationnel de la solitude et de l'incommunicabilité. Mais le monde prémoderne, lui aussi, a eu ses tragédies relationnelles, symbolisées par l'amour impossible de Roméo et Juliette. Des tragédies de l'appartenance. Dans les sociétés prémodernes, tous les individus appartiennent à quelqu'un ; personne n'est libre de choisir son destin pas plus que ses affects. Le mariage, par exemple, n'est jamais libre : il est toujours arrangé par les familles. Les individus sont liés par leur fonction sociale, et leurs choix sont régis par les obligations familiales et communautaires.

Aujourd'hui, la question cruciale qui se pose pour améliorer la condition humaine est d'ordre relationnel : l'homme qui s'est libéré des chaînes de l'appartenance et qui, avec la fin du monde traditionnel, a conquis sa liberté, cet homme est-il condamné à la solitude et à l'incommunicabilité ? Est-ce le destin inéluctable de l'homme de devoir choisir entre la solitude et l'absence de liberté ? L'homme est-il condamné à choisir entre liberté et cohésion ?

La réponse que nous donnons à ces questions est négative. L'homme ne doit pas renoncer à sa liberté individuelle pour trouver le bonheur. La route à parcourir ne passe pas par un abandon de la liberté au nom de la communauté. Il est possible de créer une société libre mais unie. Ma thèse principale est que l'économie est importante pour le bonheur, mais pas au sens où l'entendrait la tradition dominante de la pensée économique et sociale, c'est-à-dire au sens où le revenu moyen et la prospérité économique seraient primordiaux. L'économie est importante parce qu'elle détermine la dimension relationnelle dans laquelle vivent les individus. Pour le bonheur, l'essentiel, ce sont les relations humaines, et l'économie est importante parce qu'elle façonne largement les relations. Notre culture, c'est-à-dire notre façon de penser à nous-mêmes, aux relations avec les autres, à l'aune de ce que nous considérons comme possible individuellement ou socialement, est également importante. Or, la formation de cette culture est fortement influencée par la nature du système économique. C'est là qu'il convient donc d'intervenir.

Le livre est divisé en cinq parties. Dans la première partie, j'étudie le paradoxe du bonheur aux États-Unis. L'idée principale est que les États-Unis sont un cas extrême de ce

paradoxe. Le bonheur de l'Américain moyen est en effet celui qui connaît l'évolution la plus défavorable de tout l'Occident : il est en recul depuis la Seconde Guerre mondiale, alors qu'il est stable ou légèrement croissant dans les autres pays occidentaux.

Le cas américain est remarquable, non seulement parce qu'il s'agit de la seule superpuissance mondiale, mais aussi pour deux autres raisons. La première est qu'il montre de façon exemplaire ce qu'il ne faut pas faire si l'on cherche le bonheur. La seconde est le rôle des États-Unis dans la mondialisation. Je ne veux pas parler du rôle politique, si considérable soit-il, mais du rôle culturel. La mondialisation implique aussi que la planète ressemble de plus en plus aux États-Unis. Une des multiples significations de la mondialisation concerne en effet la diffusion du rêve américain : cantonner l'idée du bien à la sphère privée. Le message du rêve américain est le suivant : votre objectif est de gagner le plus d'argent possible, ne vous occupez pas du reste. Pour beaucoup, l'Amérique est l'exemple à suivre. L'Amérique est la représentation d'un message social, et ce message est la nouvelle religion.

Mais dans le pays qui se prétend le plus progressiste du monde, le bonheur est en recul. La deuxième partie du livre met en garde contre les effets néfastes que le rêve américain exerce en particulier sur les Américains. L'image de l'Amérique qui se dégage est celle d'une société qui, depuis des décennies, traverse une crise profonde – sociale, psychologique, émotive, institutionnelle – qui en ébranle les fondements, nourrit l'insatisfaction et l'incertitude. Surtout, la société américaine assiste à une crise des relations intimes et sociales, la principale cause de sa détresse. En brossant ce tableau, je ne fais jamais référence aux critiques le plus

souvent adressées à la société américaine : les énormes inégalités, qui se creusent, et la diffusion de la pauvreté. J'admets qu'il s'agit de problèmes gigantesques, qui sont beaucoup plus visibles dans la société américaine que dans les sociétés européennes. Mais la crise dont je parle concerne tous les Américains : c'est la crise d'un modèle social, et ma critique ne porte pas sur le fait que ce modèle favorise les uns aux dépens des autres.

Dans la deuxième partie, je fournis une explication du déclin des relations aux États-Unis. Le phénomène s'explique par l'effet conjugué – sans équivalent dans le monde – d'une organisation socioéconomique, d'une idéologie de la compétition et d'une propagande intensive en faveur de la consommation. C'est en ce sens que les États-Unis constituent l'exemple à ne pas suivre : on y observe les conséquences de ce mélange d'idéologie, d'organisation et de propagande, porté à un degré jamais atteint auparavant dans le monde. Les États-Unis illustrent les risques que nous courons en termes de désagrégation sociale et d'insatisfaction si nous continuons dans cette voie, comme certains le suggèrent. La compétition et le consumérisme poussés à l'extrême, comme aux États-Unis, ne font pas bon ménage avec le bonheur. Il faut s'engager sur une voie différente.

En comparaison, les sociétés européennes semblent dans une meilleure situation. Elles possèdent, même si elles en sont largement inconscientes, un modèle social différent et qui fonctionne mieux. Mais l'Amérique n'est pas si lointaine. Elle nous met en garde contre ce que nous pourrions devenir ; elle nous montre le triste sort qui nous attend si nous agissons mal. En l'occurrence, mal agir signifie mal choisir. Nous devons saisir l'occasion que les États-Unis

nous offrent de tirer les leçons de leurs erreurs, parce que la dégradation relationnelle qui se manifeste chez eux résulte de choix culturels et organisationnels qu'il est possible d'éviter. Nous devons prendre conscience de ce que l'Amérique est devenue, du fait que les sociétés européennes sont en général en meilleure santé et qu'elles possèdent un modèle social différent. Néanmoins, cette spécificité est en train de se perdre sous la pression de ceux qui pensent que l'Amérique est le modèle à suivre. Au cours des vingt dernières années, nous sommes devenus de plus en plus américains. Il faut inverser la vapeur. Il faut renforcer notre spécificité. C'est à ce prix que nous pourrions améliorer notre bien-être ; ce n'est pas en suivant le modèle américain.

La troisième partie propose un programme politique concret, suggéré par les études sur le bonheur, qui laisse entrevoir une société différente. L'Occident s'est trompé de route à bien des égards, et les États-Unis se sont trompés bien plus encore. Et comme l'Occident exerce une influence sur les modèles économiques et sociaux, une bonne partie du monde s'est engagée sur la mauvaise route. Il faudrait changer beaucoup de choses : notre façon de construire et d'organiser nos villes, notre façon de travailler, l'école, la santé, la protection de l'environnement, notre culture, la formation que les parents donnent à leurs enfants et même notre démocratie. Si faire marche arrière est concrètement possible, nous ne savons pas utiliser les énormes possibilités que la prospérité économique nous offre d'accroître notre bonheur. Le problème concerne notre culture et notre organisation économique et sociale. En d'autres mots, nous nous trompons sur ce qu'il faudrait faire pour améliorer nos vies et nos sociétés, et nos institutions ne sont pas conçues à cette fin.

La quatrième partie est consacrée à l'analyse de la crise économique actuelle, considérée comme l'épilogue de la crise sociale des États-Unis, qui, devenue une crise économique, a contaminé toute la planète.

La cinquième partie se concentre sur les bonnes nouvelles. Le projet de réforme sociale exposé dans la troisième partie est possible parce que les conditions historiques apparues à la fin du xx^e siècle exigent et permettent une réorganisation en profondeur de l'ordre socioéconomique international, comme de l'ordre propre à chaque pays. Pour la première fois, le bien-être humain échappe à la spéculation et devient l'objet d'une étude scientifique.

Ces recherches et leur diffusion peuvent contribuer à transformer la perception de ce que les gens pensent pouvoir corriger, au niveau individuel comme au niveau collectif. C'est ainsi que la manière dont la société s'organise peut évoluer au fil du temps.

Pour contribuer à ces recherches, nous avons créé Pensa (Policy and Economy for New Social Actions), une association sans but lucratif dont les membres sont intéressés par des études et des projets visant à humaniser le système socioéconomique et notre culture.

